

# Quelles alliances pour demain?

Autor(en): **Curtenaz, Sylvain**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **141 (1996)**

Heft 11

PDF erstellt am: **12.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

**Sommaire**

RMS/Novembre 1996

	Pages
<b>Editorial</b>	
Quelles alliances pour demain ?	3
<b>Nouvelles de l'ARMS</b>	6
<b>Prospective</b>	
La Russie après les élections de juin 1996 Br F. Stoeckli	8
Le crime organisé, une menace mortelle (2) Col H. de Weck	12
<b>Polémologie</b>	
Guerre et religion J.-F. Mayer	18
<b>Politique de défense</b>	
Illusion de l'armée professionnelle Col P.G. Altermath	27
<b>RMS-Défense Vaud</b>	I-IV
<b>Armement</b>	
Eurosatory 96 : la Suisse bien représentée Cap S. Curtenaz	30
<b>Histoire</b>	
Quelques Suisses au Congo belge P. Minder	35
<b>Livres à offrir ou à se faire offrir</b>	41
<b>Revue des revues</b>	
Cap S. Curtenaz	45

**Quelles alliances pour demain ?**

N'a-t-on pas, avec la relative discrétion qui a entouré le souvenir du discours de Winston Churchill à Zürich le 19 septembre 1946, manqué une bonne occasion de relancer publiquement le débat sur la sécurité ?

Dans un pays qui compte autant d'experts militaires que de citoyens, les crispations qui entourent l'adhésion de la Suisse au *Partnership for Peace* de l'OTAN sont tout à fait compréhensibles. L'Alliance atlantique, à trop s'entourer de partenaires divers bénéficiant d'un accord « à la carte », ne risque-t-elle pas d'y perdre son âme et sa force ? Nous profitons pourtant égoïstement depuis 1949 de sa contribution à la sécurité de l'Europe occidentale !

Certes, rejoindre une quelconque alliance ou union, c'est remettre en question la solidité du lien qui nous unit en nous forçant à nous poser la question de savoir qui nous sommes. Et l'actuelle contribution des médias à l'élargissement du « Röstigraben » via la question des langues ne fait guère avancer les choses dans une direction saine, même s'il y a réellement de quoi s'inquiéter du renforcement de la position des Alémaniques dans le ménage confédéral et du syndrome de la minorité chez les Romands.

Que font alors des Jacques Pilet, des Andreas Gross ou des Christoph Blocher dans une Commission d'étude pour les questions stratégiques ? D'une part, l'engagement politique de la plupart des participants forcera vraisemblablement Monsieur l'ambassadeur Brunner à opter, in fine, pour une solution sacrificiant aux règles d'un consensus boiteux. D'autre part, la Commission n'accueille aucun stratège, aucun penseur, aucune personne, hormis son chef, qui soit liée à autre chose que la politique locale ou des intérêts partisans. De stratèges, dans une commission chargée de stratégie, aucune trace ! Dans de telles conditions, est-il hasardeux de supposer que les réponses apportées aux questions du chef du DMF ne feront pas avancer les choses ?

Notre gouvernement, échaudé par les échecs successifs des adhésions à l'ONU et l'EEE, ainsi que le rejet des Casques bleus, fait preuve d'une louable prudence dans la question du *Partnership for Peace*. Sa décision de décider d'y adhérer mérite tout notre soutien de soldat et de citoyen. D'une part, l'OTAN reste la seule alliance en Europe représentant quelque chose pour la sécurité, même après s'être engagée à deux reprises pour la défense

d'Etats musulmans, le Koweït et la Bosnie ! On ne saurait trop lui en tenir rigueur, d'autant qu'elle semble avoir compris qu'il est plus que temps de s'extraire du borbier yougoslave où l'OSCE risque bien de s'enliser. Dans ces conditions, Bruxelles et Mons méritent le détour. Nous y rencontrerions les pays de l'Europe centrale et du Nord, nous pourrions y faire part de nos vues aux membres de l'OTAN plus sûrement qu'au sein de l'Union européenne, car la sécurité est un sujet où il y a moins à plaisanter que la monnaie unique...

Pour établir l'Etat de 1848, dont nous fêterons dans deux ans le cent cinquantième anniversaire, nos ancêtres choisirent la force, et prirent le double risque d'une guerre civile et d'une intervention étrangère. Ils ont fait preuve d'un courage et d'une foi que personne, aujourd'hui, ne songerait à leur reprocher, compte tenu des bé-

néfices démocratiques, sociaux et économiques accumulés depuis. Il serait grave de les perdre en se crispant sur l'idée d'une neutralité dont on oublie qu'elle était autre avant le choc de juin 1940, intensifiée dans l'inconscient collectif par l'état d'impréparation dans lequel trop d'années d'idéalisme et de pacifisme béat avaient laissé notre armée.

Plus de sept cents ans après l'établissement du premier lien confédéral, force est de constater que la Suisse est l'une des plus anciennes alliances de ce monde, sinon la seule qui ait résisté à l'épreuve des siècles. Que reste-t-il aujourd'hui de cette union, formellement institutionnalisée en 1848 et à laquelle l'Etat radical donnait les moyens de sa puissance, une armée et un droit ? La nature de cette alliance mérite d'être repensée. Comme la place que nous souhaitons voir notre pays occuper dans le monde.

Nos industries ferment chez nous les portes d'usines qu'elles s'empressent d'aller réouvrir de l'autre côté de la frontière ; avec les Etats européens, nous devons humblement reconnaître que nous ne disposons pas des moyens d'alarme nécessaires à assurer la mobilisation dans les temps ; l'OTAN prend l'allure du grand rassembleur des Etats d'Europe occidentale et centrale. Alors que de nouvelles formes de conflit se développent pour lesquelles nous ne pouvons plus décemment nous permettre l'illusion d'y faire face seuls.

La décision de rejoindre le *Partnership for Peace* est non seulement judicieuse mais fondée. Cette ébauche d'ouverture et de positionnement mérite tout notre appui, même s'il n'est pas possible de connaître la durée de cette nouvelle assurance-vie qui ne grève en rien notre neutralité.

**Capitaine  
Sylvain Curtenaz**

## Courrier

« (...) j'ai eu beaucoup de plaisir à lire le plaidoyer du colonel Altermath pour une école d'officiers centralisée (*RMS* N° 8/1996). Particulièrement lorsqu'il évoque la différence de conduite entre Alémaniques et Romands. En effet, la différence est essentielle dans la pratique. Gare à l'officier romand « Je sais tout » dans son unité, ce particulièrement avec le « mélange » d'âges voulu par l'armée 95. Le soldat, qui accomplit ses derniers jours de service, aura un œil critique sur son chef de section, son cadet de 15 ou même 20 ans.

**Lt David Gentizon**